

Que se passera-t-il quand les arbres auront disparu ?

IRIN News – 04/02/10



Photo: [Tomas de Mu/IRIN](#)

Les lémuriens sont un symbole de la biodiversité malgache unique

Le gouvernement de transition à Madagascar autorise l'exportation de bois de feuillus précieux abattus illégalement, comme source de revenus pour se maintenir à flot. Les écologistes disent que le coût de cette pratique est incalculable et que cette grande île de l'Océan Indien risque fort de perdre son statut de trésor de la biodiversité mondiale.

Des groupes tels que le World Wildlife Fund (WWF), l'Environmental Investigation Agency (EIA) et Conservation International (CI) ont dit que l'exploitation illégale des forêts avait explosé à Madagascar à la suite de la crise politique qui a entraîné le remplacement, en mars 2009, du président Marc Ravalomanana par Andry Rajoelina, actuel dirigeant de la Haute autorité de transition.

La communauté internationale a condamné ce changement aux allures de coup d'État, et coupé l'aide humanitaire venant de l'étranger. La fonction publique de l'île, y compris le système de préservation de la nature, s'est quasiment effondrée. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'aide des bailleurs de fonds représente environ 50 pour cent du budget malgache.

« Il est clair que le gouvernement a besoin de l'argent de l'exportation de bois qui, comme nous le savons, a été coupé illégalement », a dit à IRIN Nanie Ratsifandrihamanana, directrice de la conservation du WWF Madagascar.

En raison de l'absence de gardes forestiers pour surveiller les zones protégées et de la corruption omniprésente dans les principaux ports, l'exportation de bois de feuillus précieux n'a pas été contrôlée depuis des mois. Les bandes criminelles armées qui abattent les forêts ont, de fait, carte blanche dans les parcs nationaux de Madagascar.

En septembre 2009, un décret du gouvernement a légalisé l'exportation de bois de rose brut, un feuillu menacé d'extinction, qui était jusque-là illégal. Le Premier ministre, le colonel Camille Vital, a prolongé le décret le 31 décembre 2009.

Sa décision a été fortement condamnée par les écologistes. « C'est une vision à très court terme, qui ne prend pas en compte la durabilité à long terme de leurs actions. Il en résulte la perte du patrimoine naturel de Madagascar », a dit Mme Ratsifandrihamanana.

Le gouvernement a nié profiter de la vente du bois de rose, déjà rare, et a dit que l'argent provenant de l'exportation de bois serait utilisé pour aider à protéger l'environnement naturel de Madagascar à l'avenir.

Selon les critiques, la destination des fonds provenant de l'exportation de bois n'est pas claire. Dans une déclaration commune publiée en septembre 2009, le WWF, CI et la Wildlife Conservation Society ont dit que le décret « permet un détournement potentiel des fonds au nom de la protection de l'environnement et constitue une incitation juridique à une plus grande corruption dans le secteur forestier ».

James MacKinnon, directeur technique de CI à Madagascar, a dit à IRIN que la prolongation du décret avait déjà permis à 200 conteneurs de bois supplémentaires de quitter Madagascar cette année, ce qui allait encourager

« Il est fort improbable que l'exploitation forestière s'arrête si les plus hautes sphères du gouvernement continuent d'envoyer le message qu'il y aura sans doute une autre chance d'exporter du bois illégal à l'avenir »

d'autres coupes en prévision de futures décisions similaires de la part du gouvernement.

« Il est fort improbable que l'exploitation forestière s'arrête si les plus hautes sphères du gouvernement continuent d'envoyer le message qu'il y aura sans doute une autre chance d'exporter du bois illégal à l'avenir », a-t-il dit.

L'avenir est en jeu

Madagascar, la quatrième plus grande île au monde, se situe dans l'Océan Indien, au large de l'Afrique australe, et est reconnue pour sa faune et sa flore uniques. Elle abrite cinq pour cent des espèces animales et végétales de la planète, et 80 pour cent d'entre elles ne se trouvent nulle part ailleurs.

Grâce à l'aide financière et technique de bailleurs de fonds étrangers et d'organisations non gouvernementales de protection de l'environnement, Madagascar avait fait des progrès notables au cours des 10 dernières années, et la protection de la nature bénéficiait d'un soutien politique non négligeable.

En 2003 M. Ravalomanana s'est engagé à conserver 10 pour cent de l'île comme sanctuaire naturel. Pourtant, a remarqué M. MacKinnon : « Nous savons que la plus grande partie de ce bois provient de zones protégées ».

Selon une enquête de l'EIA et de Global Witness (GW), qui surveille l'exploitation illégale et le trafic de ressources naturelles, l'équivalent de 88 000 à 460 000 dollars de bois de rose, de palissandre et d'ébène - tous trois des feuillus exotiques et tropicaux - étaient abattus chaque jour dans des parcs nationaux et des zones protégées dans les mois qui ont suivi le coup d'État.

Leur rapport, publié fin 2009, constatait une « sérieuse détérioration du respect de la légalité, si ce n'est une collusion active entre les forces de l'ordre et les trafiquants de bois d'œuvre illégal ».

Selon Mme Ratsifandrihamanana, du WWF, les communautés locales bénéficient peu du trafic. Un petit groupe, connu sous le nom de « mafia du bois », contrôle le secteur et exerce des pressions sur les autorités locales et les habitants.

« Ce que les communautés locales retirent du commerce du bois n'est tout simplement pas comparable avec ce que gagnent ceux qui exportent le bois. En outre, la population locale fait l'objet de menaces et d'intimidation de la part des bandes qui exploitent les forêts », a-t-elle dit.



Photo: Tomas de Mul/IRIN



L'agriculture sur brûlis représente une menace importante pour les forêts malgaches

Les Malgaches gagnent seulement quelques dollars en effectuant le travail pénible de localiser et enlever les arbres de la forêt. Selon GW, le salaire quotidien d'un bûcheron tourne autour de quatre dollars, tandis qu'un mètre cube de bois de rose peut atteindre 5 000 dollars sur les marchés asiatiques.

L'extraction des troncs d'arbres ne menace pas seulement les arbres précieux. Les bûcherons chassent des lémuriens pour se nourrir et le dégagement de chemins à travers la forêt encourage le peuplement de milieux autrefois intacts, ouvrant la voie à des activités destructrices telles que la fabrication de charbon et l'agriculture sur brûlis. Les effets cumulés

pourraient à terme menacer le secteur de l'écotourisme malgache, qui rapporte 390 millions de dollars par an.

GW a constaté que la demande chinoise de meubles en bois de rose était un moteur essentiel du trafic de bois et que de plus petites quantités de bois précieux étaient transportées vers l'Europe et les États-Unis pour la fabrication d'instruments de musique haut de gamme.

Leur marge de manœuvre étant réduite à Madagascar, les écologistes pensent que cibler les acheteurs étrangers pourrait désormais être la seule façon de lutter contre l'exploitation forestière illégale sur l'île. « Les acheteurs internationaux devraient faire attention », a dit M. MacKinnon. « Tout ce qui contient du bois de rose malgache devrait être considéré comme illégal, même si vous ne faites que le transporter ».